

Par soucis écologiques, le pays renonce à exploiter une partie de son pétrole. Explications d'Ivonne Baki, secrétaire d'Etat:

# «L'Équateur laissera dans son sous-sol 850 millions de barils»



Une indienne Huaorani, une des tribus qui peuplent le parc national Yasuní. Le projet équatorien est rendu possible grâce à une aide financière internationale. PHOTO DOLORES OCHOA. AP

Recueilli par **ÉLIANE PATRIARCA**

La France va-t-elle contribuer à l'un des projets écologiques internationaux les plus novateurs pour combattre le réchauffement climatique? Bloquée sous Nicolas Sarkozy, la contribution hexagonale au projet Yasuní-ITT, l'initiative lancée en 2007 par le président équatorien, Rafael Correa, a été relancée par Pascal Canfin dès son arrivée au ministère du Développement. Le projet Yasuní-ITT consiste à ne pas exploiter les champs de pétrole situés au cœur d'un parc naturel d'une exceptionnelle biodiversité. Le dossier est à l'étude au Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), explique Pascal Canfin, qui a annoncé une décision pour le premier trimestre 2013. Secrétaire d'Etat équatorienne chargée du projet Yasuní-ITT, Ivonne Baki était à Paris la semaine dernière.

**En quoi consiste le projet ?**

L'Équateur s'engage à laisser dans son sous-sol 850 millions de barils de pétrole brut, soit 20% des hydrocarbures du pays. Sont concernés trois gisements – Ishpingo, Tambococho, Tiputini – dans le parc national Yasuní, considéré comme l'épicentre de la biodiversité mondiale. En n'exploitant pas, on évite l'émission de 407 millions de tonnes de carbone dans l'atmosphère. On combat ainsi le réchauf-

fement climatique et on préserve une zone de biodiversité unique au monde, dans laquelle vivent deux peuples indigènes en isolement volontaire – les Tagaeri et les Taromenane – et plusieurs milliers d'indiens Huaorani, Kichwa et Shuar. Yasuní-ITT a aussi une dimension pédagogique : le projet a modifié la discussion internationale sur la responsabilité pour la préservation des biens publics communs.

**Un geste écologique qui n'est pas gratuit...**

L'exploitation de ces gisements rapporterait 7,2 milliards de dollars [5,5 milliards d'euros, ndlr] sur treize ans (au prix du baril de 2007). L'Équateur renonce à 50% de ces recettes, mais demande à la communauté internationale d'abonder un fonds à hauteur de 3,6 milliards de dollars. Ces contributions serviront à la lutte contre la déforestation, aux énergies renouvelables, au développement social des peuples indigènes et à la recherche : un centre scientifique verra le jour en 2013-2014 pour explorer les ressources de la biosphère. Comme, par exemple, de certaines plantes à dissoudre le plastique ou l'utilisation d'amphibiens dans des médicaments contre le cancer.



REPORTERS

**Quel est le montant actuel des contributions ?**

Un fonds fiduciaire, administré par le Programme des Nations unies pour le développement [Pnud], a été créé en 2010. L'an dernier, les contributions ont atteint 100 millions de dollars [80 millions d'euros, le minimum fixé par Correa pour la poursuite du projet]. Les pre-

miers des quatorze pays contributeurs ont été l'Italie (35 millions d'euros) et l'Espagne (6 millions), par remises de dettes publiques. L'Allemagne a donné 35 millions d'euros. Il y a aussi la Turquie, le Luxembourg, l'Australie, la Corée du Sud, le Japon, la Russie, le Chili, la Colombie, le Pérou...

**INTERVIEW**

Depuis 2011, le fonds est aussi ouvert aux entreprises, comme Muji au Japon, et aux citoyens. J'ai aussi présenté le projet devant l'Opep [Organisation des pays exportateurs de pétrole], et le Qatar pourrait être l'un des prochains contributeurs.

**L'Opep contributeur, vraiment ?**

Mais l'Équateur n'est pas contre l'exploitation pétrolière ! Nous sommes un pays pétrolier, et c'est notre première source de revenus. Pomper le pétrole d'ITT serait plus facile pour nous, mais nous avons décidé de préserver les zones sensibles écologiquement. En raison de

son emplacement, à l'intersection de l'Amazonie, des Andes et de la ligne équatoriale, le parc Yasuní est une zone de mégadiversité, désignée, en 1989, comme réserve de biosphère par l'Unesco. Un seul hectare du parc recèle 644 espèces d'arbres, soit plus que les États-Unis et le Canada réunis ! On y trouve aussi la plus grande diversité d'oiseaux du monde, d'amphibiens, de poissons d'eau douce et d'insectes. Le pétrole est exploité dans le parc depuis 1972, mais les 200 000 hectares du bloc ITT sont une zone intacte.

**La France contribue-t-elle au fonds ?**

Non, mais sept collectivités françaises nous soutiennent, dont Rhône-Alpes, la Meurthe-et-Moselle, l'Île-de-France... En juin, juste après le changement de gouvernement, j'ai eu des discussions très positives avec Pascal Canfin, et je viens de rencontrer le ministre de l'Écologie, Delphine Batho.

**L'élection présidentielle en février peut-elle menacer le projet ?**

La Constitution équatorienne de 2008, dans laquelle est inscrit le respect du droit de la nature, ne permet pas l'exploitation pétrolière dans des zones écologiquement sensibles, sauf en cas d'intérêt national avéré. Même dans ce cas-là, il faudrait organiser un référendum. Or, un sondage récent a montré que 83% des Équatoriens préfèrent laisser le pétrole sous terre. ♦

## REPÈRES



**Le 16 octobre, un tribunal équatorien a ordonné le gel des actifs du pétrolier américain Chevron (ex-Texaco).**

Celui-ci refuse de payer l'amende de 19 milliards de dollars (14,5 milliards d'euros) pour avoir pollué de vastes zones de la forêt amazonienne de 1964 à 1990.

# 1,2

**C'est, en milliard de tonnes, les émissions de CO<sub>2</sub> que le projet Yasuní-ITT éviterait, soit 407 millions liés à la non-exploitation des champs de pétrole et 800 à la non-déforestation.**